



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 25/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TEINTURES ET APPRETS DANJOUX

ZI les Guérins
BP 18
42120 Le Coteau

Références : UiD4243-EAR-025-276
Code AIOT : 0011000005

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2025 dans l'établissement TEINTURES ET APPRETS DANJOUX implanté ZI Les Guérins, BP18 42 120 Le Coteau. L'inspection a été annoncée le 11/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEINTURES ET APPRETS DANJOUX
- ZI Les Guérins BP18 42120 Le Coteau
- Code AIOT : 0011000005
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

TAD est une société spécialisée dans la teinture et les apprêts de la maille.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2025 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et 4-III	Demande d'action corrective	1 mois
9	Registre MCP	Code de l'environnement du 01/01/1900, article R. 515-114 et R. 515-115 Et R. 515-116	Demande d'action corrective	3 mois
11	Effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Données de prélèvement : compteur	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
3	Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés	Arrêté Préfectoral du 10/06/2025, article 2.1.1	Sans objet
4	Obligations déclaratives - GEREP	Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4	Sans objet
5	Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
6	Sécheresse – réglementation applicable	Arrêté Préfectoral du 21/05/2025, article 5	Sans objet
7	Sécheresse - respect des restrictions applicables	Arrêté Préfectoral du 21/05/2025, article Annexe 5	Sans objet
8	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV	Sans objet
10	Vanne d'obturation des réseaux, dépotage soude	Arrêté Préfectoral du 16/06/2000, article 2 paragraphe 4.7.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a principalement permis de mettre en évidence que l'exploitant a mis en place des dispositions pour réduire les prélèvements en eau. Un nouveau projet pourrait permettre prochainement une réduction supplémentaire de 20 %. Des non-conformités/observations ont toutefois été relevées, l'exploitant devra apporter des éléments de réponses.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et 4-III
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : II Les différentes canalisations sont repérées, conformément aux règles en vigueur lorsqu'elles existent. ... Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. III. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : « - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;« - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;« - les secteurs collectés et les réseaux associés ;« - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;« - les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. <u>Suivi inspection du 30 septembre 2024, constat n°7, observation :</u> Sous un délai de 1 mois, l'exploitant améliorera les repérages des canalisations d'eau au niveau du "local des eaux". Il veillera à ce que les plans des réseaux permettent d'identifier facilement les ouvrages prévus par la prescription (délai : 6 mois).
Constats : La visite des installations a permis de constater que : <ul style="list-style-type: none">• l'exploitant n'a pas amélioré le repérage des canalisations d'eaux au niveau du "local des eaux",• il n'est pas en capacité d'identifier certaines canalisations non repérées au niveau de l'atelier de teinture. Le travail demandé sur le plan des réseaux dans le précédent rapport n'a pas été réalisé. L'exploitant a répondu avec honnêteté qu'il n'a pas pu dégager le temps nécessaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Non-conformités :</u> L'exploitant n'a pas réalisé de mise à jour du plan des réseaux afin qu'il réponde à la prescription du présent point de contrôle. Cette mise à jour doit être réalisée sous un délai de 3 mois. Sous un délai de 1 mois, une identification permettant de repérer efficacement les canalisations, à minima au niveau du local des eaux et de l'atelier de teinture, devra être mise en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois et 3 mois

N° 2 : Données de prélèvement : compteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Connaissance du prélèvement : compteur
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées
Constats : Le site est alimenté par deux ressources : <ul style="list-style-type: none">réseau d'alimentation en eau potable (principalement pour les usages sanitaires),eau du cours d'eau "Le Rhins" (usages pour le process). Les installations de prélèvement sont chacune munie d'un compteur. Des sous-compteurs sont également présents dans les installations. Depuis le 1er février 2024 et comme constaté lors de la précédente inspection, l'exploitant a mis en place des compteurs connectés : <ul style="list-style-type: none">Une plateforme "internet" lui permet de connaître les volumes prélevés en continu pour les sous-compteurs et le compteur de la canalisation d'eau en provenance du Rhins.Pour le compteur AEP, un abonnement spécifique de "télé relève" avec le gestionnaire du réseau lui permet de récupérer les volumes prélevés en continu. Ce nouveau système permet à l'exploitant de mettre en place des alertes afin de détecter des prélèvements anormaux. Les données enregistrées peuvent être extraites au format "Excel". Un schéma de principe montrant le positionnement des différents compteurs a été présenté. Au cours des échanges, l'exploitant a présenté des exemples d'extractions. La visite a toutefois permis d'identifier une anomalie pour le cas du compteur positionné sur la canalisation acheminant l'eau du Rhins : <ul style="list-style-type: none">le compteur "tourne" très lentement alors que les pompes de prélèvement sont à l'arrêt,l'index mentionné sur la supervision "186 961" ne correspond pas à l'index mentionné sur le compteur "102 277". Par courriel du 18 juillet, l'exploitant a apporté l'explication à cette différence : le compteur du local des eaux a été remplacé lors de l'arrêt d'été de 2024 et le volume affiché par le compteur correspond bien au volume prélevé depuis son remplacement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observations : Sous un délai de 1 mois, l'exploitant apportera des éléments sur la rotation inexpliquée du compteur positionné sur la canalisation acheminant l'eau du Rhins, les pompes étant à l'arrêt. L'incohérence des index relevée lors de la visite montre que la supervision ne remplace pas un relevé manuel périodique des compteurs. Aussi, malgré cette supervision, l'exploitant doit veiller à effectuer périodiquement un relevé manuel des compteurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2025, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des volumes prélevables autorisés
Prescription contrôlée : Milieu Naturel : Le Rhins Débit max : 100 m3/h Volumes autorisés : <ul style="list-style-type: none">- Journalier : 1200- Mensuel : 26 000- Annuel : 260 000 Réseau AEP : Roannaise de l'eau Annuel : 20 000* (*): le prélèvement sur le réseau AEP peut être supérieur à cette valeur dès lors que l'exploitant ne prélève pas sur le Rhins pour le process industriel. Dans tous les cas, le total AEP + Rhins ne doit pas dépasser 280 000 m³/an.
Constats : Selon les extractions et registres présentés au cours de la visite, les valeurs maximales de prélèvements fixées sont respectées. Au titre de l'année 2025, à fin juin, les volumes prélevés sont : <ul style="list-style-type: none">• AEP : 9 022 m³,• Rhins : 58 716 m³. L'exploitant a indiqué avoir arrêté les prélèvements sur le Rhins depuis le 2 juillet 2025, son niveau étant trop bas (la crépine du point de prélèvement aspirait du sable). Selon les données disponibles à la station de mesure de St Vincent de Boisset, le débit à cette date était de 300 L/s (Pour mémoire, à cette station : QMNa5 = 133 L/s, Module = 4 230 L/s). Depuis, cette date, le process est réalisé à 100 % avec de l'eau provenant du réseau d'eau potable (ce qui a un impact financier pour l'exploitant, le coût de l'eau étant approximativement de 20 €/j pour une activité réalisée avec prélèvement sur le Rhins, 1 000 €/j pour un prélèvement sur le réseau AEP). Pour le process, l'exploitant assure les traitements suivants sur l'eau prélevée : <ul style="list-style-type: none">• eau du Rhins : injection en ligne de floculant, filtre à sable• eau potable : adoucissement de l'eau. Des séquestrants peuvent également être employés pour piéger des pollutions résiduelles dans le cadre du process de teinture. Les eaux de contre-lavage du filtre à sable sont directement rejetées au réseau d'eaux pluviales.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : Sous un délai de 3 mois, l'exploitant caractérisera les eaux des contre-lavages du filtre à sable (en qualité et quantité) afin de justifier de leur compatibilité avec un rejet direct au réseau d'eaux pluviales, du fait de l'accumulation possible de polluants et de l'utilisation d'un floculant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Obligations déclaratives - GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Obligations déclaratives - GEREP
Prescription contrôlée : I.- L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an ; - les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;
Constats : L'exploitant déclare dans l'application Gerep les volumes prélevés. Au titre de l'année 2024, il a déclaré les prélèvements suivants : <ul style="list-style-type: none">• AEP : 15 173 m³,• Rhins : 116 636 m³. Ces données sont cohérentes avec les relevés présentés au cours de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions prises pour économiser la ressource de manière pérenne
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : - utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]
Constats : Les principales actions mises en œuvre par l'exploitant pour réduire les prélèvements en eau sont : <ul style="list-style-type: none">• 2005 : remplissage des machines de teinture selon les besoins réels (remplissage en quantité fixe auparavant)• 2005-2018 : remplacement de machines de teinture par des machines à rapport de bains courts• 2023 : mise en place d'un suivi en continu des compteurs et sous-compteurs. L'exploitant a également un projet de mise en place d'une nouvelle technique de nettoyage des tissus, qui pourrait permettre de réduire les prélèvements de 20 %, mais également diminuer les flux de certains polluants dans les eaux résiduaires en entrée de la station d'épuration interne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Sécheresse – réglementation applicable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2025, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - exemption au cadre régional
Prescription contrôlée : <p>Les tableaux en annexe 5 définissent les mesures de restrictions ou de suspensions adaptées à chaque situation en fonction du niveau de gravité de l'épisode de sécheresse.</p> <p>Pour les ICPE entrant dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé, en application de l'article 5, les objectifs de réduction définis au I de l'article 2 de l'arrêté ministériel et les exemptions listées à l'article 3 du même arrêté sont remplacés par ceux définis en annexe 5 du présent arrêté. Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel restent applicables.</p> <p><u>Annexe 5 ACS du 21 mai 2025 :</u></p> <p>Sont exemptés les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisés pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production. Pour les ICPE, des informations détaillées sont disponibles sur le site internet de la DREAL Auvergne Rhône Alpes</p> <p><u>Article 2.1.2 de l'APC du 10 juin 2025 applicable à TAD :</u></p> <p>L'exploitant dispose d'un plan de sobriété hydrique. Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Il est mis à jour annuellement.</p> <p><u>Suivi inspection du 30 septembre 2024, constat n°12, observation :</u></p> <p>Le PSH présenté montre que des efforts ont été mis en œuvre pour réduire les prélèvements en eau. Toutefois, par manque de données quantifiées, sa lecture permet difficilement de mesurer les efforts menés.</p> <p>La démonstration que les besoins en eau ont été réduits au minimum via le PSH est donc insuffisante et ne permet pas d'adapter les restrictions prévues dans l'arrêté cadre sécheresse du 18 avril 2023. Par conséquent et en l'absence d'éléments justificatifs complémentaires, en cas de sécheresse, l'exploitant devra réduire ses prélèvements sur le cours d'eau le Rhins de 25 % en alerte, 50 % en alerte renforcée et arrêt en crise.</p> <p>Pour pouvoir démontrer que ses besoins en eau pour le procédé ont été réduits au minimum, l'exploitant doit compléter son PSH et si nécessaire engager des actions.</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté la nouvelle version de son PSH.</p> <p><u>I - Diagnostic des consommations :</u></p> <p>Les milieux de prélèvements sont identifiés et connus.</p> <p>Le bilan des prélèvements annuels est présenté depuis 2005.</p> <p>L'eau est principalement utilisée sur site pour des usages de process (teinture, production de vapeur) et sanitaires</p> <p>Les effluents sont rejetés dans la STEP urbaine de Roanne, les volumes annuels sont précisés.</p> <p>Un schéma de principe de gestion des eaux existe, les compteurs sont représentés.</p> <p><u>II - Etat de l'art des économies d'eau :</u></p> <p>Le ratio m³/kg de textile teint est présenté depuis 2005. L'exploitant a indiqué que la version de PSH présentée l'année dernière ne permettait pas de visualiser une amélioration des usages de</p>

l'eau à partir de ce ratio à cause d'une évolution de la nature des textiles teints : nature des fibres et de plus en plus de produits nécessitent une double teinture (et même triple dans certains cas). Il a rajouté un nouveau calcul de ratio afin de prendre en compte ces "doubles teintures" et le ramener à un équivalent par cycle de teinture : il montre une réduction importante de 2005 à 2018. À partir de 2018, la diminution s'arrête (et même augmentation certaines années). L'exploitant a indiqué que, pour ces dernières années, le ratio a été impacté par :

- une activité spécifique pour des serviettes micro-fibres d'une enseigne de sport,
- des commandes plus faibles en volume, qui permettent de moins bien optimiser l'utilisation des autoclaves.

Il a expliqué qu'une comparaison de ces ratios avec d'autres acteurs de la filière n'est pas représentative, car chacun est spécialisé sur un marché, ce qui influence fortement le résultat obtenu.

Un travail de comparaison aux MTD a été réalisé. Certaines des MTD sont mises en places sur le site, d'autres ne sont pas techniquement possibles, car non applicables ou par manque de place.

Le parc de machines est essentiellement composé de machines avec faible rapport de bain.

L'exploitant a un projet d'une nouvelle technique de dégraissage (confidentielle à ce stade) qui devrait permettre une réduction des prélèvements de 20 %.

En regard du ratio fixé à 150 m³/t par l'arrêté du 9 janvier 2025 applicable aux installations relevant de la rubrique 3620 (non directement applicable au site), l'exploitant montre que le ratio moyen obtenu sur son site est de 110 m³/t.

III - Recensement des actions de réductions :

Des actions de réductions sont citées. En regard de la précédente version, l'exploitant a quantifié les gains obtenus. A noter que le principal gain aurait été obtenu par l'optimisation des process de teinture et le remplissage des machines selon les besoins réels (gain estimé à 50 000 m³/an).

Des actions de réductions complémentaires en situation de sécheresse sont citées. (A noter que l'exploitant a actuellement stoppé les prélèvements sur le Rhins dès le seuil d'alerte, son PSH prévoyant cet arrêt uniquement en crise).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : Cette nouvelle version du PSH permet de mettre en évidence les efforts réalisés par l'exploitant pour réduire les prélèvements en eau. Le projet présenté pour le process de dégraissage permettra d'améliorer la situation de l'entreprise. Dans ces conditions, l'inspection considère que le document présenté permet de bénéficier de l'exemption "prélèvements réduits au minimum" prévue par l'arrêté cadre départemental sécheresse.

La lecture du PSH a permis d'identifier que des précisions peuvent être apportées et/ou pistes d'amélioration :

I - Diagnostic des consommations :

- 3a : préciser les caractéristiques techniques des pompes, en compléments des valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté préfectoral,
- 5d : préciser si des volumes d'eau peuvent être momentanément économisés sur le process teinture,
- compléter le schéma de circulation des eaux par les consommations relevées au niveau des compteurs (moyenne journalière, hebdomadaire ou annuelle en fonction des données disponibles).

II - État de l'art des économies d'eau :

- Informer l'inspection de l'état d'avancement du projet de nouveau process de dégraissage.

<p><u>III - Recensement des actions de réductions :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Mettre à jour régulièrement les actions mises en œuvre, notamment au fur et à mesure de l'avancement des projets.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Sécheresse - respect des restrictions applicables

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2025, article Annexe 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - respect des restrictions applicables</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sont exemptés les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisés pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production. Pour les ICPE, des informations détaillées sont disponibles sur le site internet de la DREAL Auvergne Rhône Alpes</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a connaissance des niveaux de gravité applicables à la date de l'inspection, en particulier Alerte sur le Rhins. Mais pour des raisons de niveau du cours d'eau, le prélèvement est arrêté depuis le 2 juillet 2025.</p> <p>Pour le réseau AEP alimentant le site, en application des dispositions de l'arrêté cadre, les prélèvements ne sont pas soumis à restrictions en situation de sécheresse, ce réseau étant alimenté à partir de barrages. Malgré cela, l'inspection a attiré l'attention de l'exploitant sur le fait d'avoir un usage raisonné et économe de cette ressource.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse - respect des déclarations applicables</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p>

<p>A la date de la visite objet du présent rapport, le niveau maximum de gravité atteint pour la zone dans laquelle est implanté l'exploitant 2025 est "alerte".</p> <p>Ainsi, l'exploitant n'a pas été soumis à la déclaration hebdomadaire obligatoire prévue par le présent point de contrôle.</p> <p>Il a anticipé la création des cadres de saisie sur l'application Gidaf.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Registre MCP

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/1900, article R. 515-114 et R. 515-115 et R. 515-116</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>R. 515-114 :</p> <p>I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ; - la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ; - le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ; - le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ; - la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ; - le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ; - le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ; - dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. » <p>II. Ces informations sont communiquées :</p> <p>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; <p>[...]</p> <p>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »</p> <p>R.515-115 :</p> <p>[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p> <p>R.515-116 :</p> <p>I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie</p>

électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>L'installation de combustion exploitée par TAD a une puissance thermique nominale supérieure à 5 MW.</p> <p>A la date de la visite objet du présent rapport, l'exploitant n'a pas déclaré les informations prévues par l'article R 515-114 du Code de l'environnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Non conformité : Sous un délai de 3 mois, l'exploitant réalisera la déclaration des données prévue par l'article R 515-114 du Code de l'environnement.</p> <p>Les dispositions relatives au recueil des données figurent sur le site internet suivant : https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion/installations-combustion-inferieures-a-50-mw</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Vanne d'obturation des réseaux, dépotage soude

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/06/2000, article 2 paragraphe 4.71
Thème(s) : Risques accidentels, Obturation des raseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dispositions prises pour prévenir les déversements susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu récepteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors des dépotages de soude, l'exploitant a mis en place une procédure rappelant les principales règles de sécurité à mettre en œuvre. Elle précise entre autres qu'une vanne d'obturation des réseaux doit être fermée avant le début du dépotage afin de mettre la zone en rétention. La procédure est affichée au niveau de la cuve de soude.</p> <p>La visite des installations a permis de constater la présence d'un amoncellement de palettes au niveau de la zone d'entreposage des déchets. Certaines se sont renversées au sol, la vanne d'obturation des réseaux est inaccessible.</p> <p>Par courriel du 24 juillet 2025, l'exploitant a justifié du dégagement de l'accès à la vanne.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : Sous un délai de 3 mois, des dispositifs pérennes pour limiter l'étendue de la zone de stockage des palettes devront être mis en place afin que cette situation d'encombrement ne reproduise pas et que la vanne soit accessible en toute circonstance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollutions diffuses
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : ... - limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; ...
Constats : En amont du bassin d'homogénéisation, les effluents sont traités par un dégrilleur afin de capter les déchets de fibres textiles. Ces derniers sont collectés gravitairement dans une benne positionnée en pied du bassin d'homogénéisation. Lors de la visite, la benne de collecte des déchets était entièrement remplie d'un mélange de déchets et d'effluents liquides. Cette benne est positionnée sur dalle, mais des traces au sol montrent que des écoulements arrivent à rejoindre, par débordement de la benne, le sol non étanché situé à proximité de la benne. Par ailleurs, au cours des discussions, le sujet de la présence d'aluminium dans les rejets d'effluents aqueux après épuration a été évoquée. L'exploitant a indiqué que la valeur limite d'émission fixée à 5 mg/L (Fe + Al) est désormais respectée. La présence d'Al serait liée à l'utilisation d'un coagulant contenant de l'aluminium au niveau de la STEP interne et au retour en tête de STEP des égouttures des boues (filtration par big-bag). Toutefois, selon les constats effectués au cours de la visite, il apparaît surprenant que les seules égouttures des big-bags puissent être à l'origine d'un rejet final de l'ordre du mg/L, considérant notamment le débit global des effluents auquel sont mélangées ces égouttures. Des investigations complémentaires semblent nécessaires pour identifier l'origine de l'aluminium au niveau du rejet final.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Non-conformité :</u> Sous un délai de 3 mois, l'exploitant améliorera la conception de la zone de collecte des refus de dégrillage afin que des ruissellements d'effluents liquides ne puisse pas rejoindre le sol non étanché. <u>Observation :</u> Sous un délai de 6 mois, l'exploitant conduira des investigations afin d'apporter des précisions sur l'origine de la présence d'aluminium au niveau du rejet final
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois